

REGLEMENT INTERIEUR APPLICABLE AUX STAGIAIRES

Article 1^{er} : cadre règlementaire

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.6352-3 et L.6352-4, et R.6352-1 à R.6352-15 du Code du Travail. Il s'applique à tous les stagiaires, et ce pour la durée de la formation suivie.

Article 2 : Interdictions

Interdictions en vigueur dans l'établissement pouvant donner lieu à sanctions en cas de manquement :

- Introduire et consommer des boissons alcoolisées, des produits psycho actifs illicites dans les locaux de l'établissement ;
- Se présenter en état d'ébriété ;
- Fumer et vapoter, dans les locaux (respecter les lieux dédiés dans l'enceinte de l'établissement) ;
- Dégrader le matériel et les espaces mis à disposition ;
- Avoir un comportement agressif, des propos injurieux, discriminants, humiliants envers les salariés de l'établissement et autres stagiaires ou autre public fréquentant l'établissement.

Toute situation de harcèlement avérée sera sanctionnée selon les dispositions légales en vigueur.

Article 3 : Laïcité et valeurs de la république

Dans l'établissement le port de signes ou tenues par lesquels les stagiaires manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Article 4 : Sanctions et procédures

Tout agissement considéré comme fautif par la direction de l'établissement de formation pourra, en fonction de sa nature et de sa gravité, faire l'objet de l'une ou l'autre des sanctions ci-après par ordre croissant d'importance :

- Avertissement
- Exclusion temporaire
- Exclusion définitive

En aucun cas la sanction ne peut être pécuniaire.

Article 5 : Procédure

Aucune sanction ne peut être appliquée à un stagiaire sans qu'il ne soit informé par écrit des faits qui lui sont reprochés. Lorsque l'établissement envisage de sanctionner un stagiaire, celui-ci est convoqué à un entretien par lettre recommandée. La convocation précise l'objet de l'entretien, la date, l'heure, le lieu de l'entretien. Elle peut être remise en main propre contre décharge.

Lors de l'entretien ou de la tenue d'une commission de discipline, le stagiaire a la possibilité de se faire assister par une personne de son choix, stagiaire ou salarié de l'établissement de formation. Cette possibilité est rappelée dans la convocation. Lors de l'entretien, le motif de la sanction envisagée est indiqué au stagiaire : celui-ci a alors la possibilité de donner toute explication ou justification des faits qui lui sont reprochés.

En cas d'urgence, l'établissement peut décider d'une exclusion temporaire immédiate provisoire en attendant la convocation à un entretien. En effet, aucune sanction définitive ne peut être prise sans que le stagiaire ait été informé des faits reprochés et convoqué à un entretien, avec la possibilité d'être entendu devant une commission de discipline.

La sanction est prononcée entre 24h et 15 jours après l'entretien ou la commission de discipline. Elle fait l'objet d'une notification écrite et motivée au stagiaire sous forme de lettre recommandée, ou d'une lettre remise contre décharge. L'établissement de formation informe concomitamment l'employeur, et éventuellement l'organisme paritaire prenant à sa charge les frais de formation, de la sanction prise.

Articles 6 : Représentation des stagiaires

Lorsqu'une formation a une durée supérieure à 500 heures, il est procédé à l'élection d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant en scrutin uninominal à deux tours. Tous les stagiaires sont électeurs et éligibles, sauf les détenus admis à participer à une action de formation professionnelle.

L'établissement de formation organise le scrutin qui a lieu pendant les heures de formation. Au plus tôt 20 heures, au plus tard 40 heures après le début de la formation.

En cas d'impossibilité de désigner des représentants des stagiaires, Le directeur de l'établissement de formation dresse un PV de carence.

Les délégués sont élus pour la durée de la formation. Leurs fonctions prennent fin lorsqu'ils cessent, pour quelques causes que ce soit de participer à la formation. Si le délégué titulaire et le délégué suppléant ont cessé leurs fonctions avant la fin de la formation, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions prévues aux articles R.6352-9 et R.6352-12.

Les représentants des stagiaires font toute suggestion pour améliorer le déroulement des formations et les conditions de vie des stagiaires dans l'établissement de formation. Ils présentent toutes les réclamations individuelles ou collectives relatives à ces matières, aux conditions d'hygiène et de sécurité et à l'application du règlement intérieur. Ils sont invités à participer aux instances réglementaires liées à la formation (Conseil Pédagogique par exemple).

Article 7 : Hygiène et sécurité

La prévention des risques d'accidents et de maladies est impérative et exige de chacun le respect total de toutes prescriptions applicables en matière d'hygiène et de sécurité. A cet effet, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur dans l'établissement (affichées dans l'établissement), doivent être strictement respectées sous peine de sanctions disciplinaires.

Lorsque la formation a lieu sur le site de l'entreprise, les consignes générales et particulières de sécurité applicables sont celles de l'entreprise.

Article 8 : Présence et assiduité

La présence lors des séquences de formation prévues à l'emploi du temps est obligatoire. Pour justifier de sa présence, chaque stagiaire doit signer la feuille d'émargement.

En cas d'absences non justifiées trop nombreuses, l'établissement de formation peut convoquer le stagiaire à un entretien et le cas échéant décider d'une sanction conformément aux articles 4 et 5 du présent règlement.

Pour le respect de tous, il est demandé à chacun de se conformer aux heures de début et de fin des séquences de formation et de se présenter dans une tenue décente.

Article 9 : vidéoprotection

Afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, certaines zones de l'établissement sont placées sous vidéoprotection. Ce dispositif respecte les dispositions du Code de la sécurité intérieure et du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Les images enregistrées sont conservées pour une durée maximale de 30 jours et ne sont accessibles qu'aux personnes habilitées par la direction.

Chaque stagiaire peut exercer son droit d'accès aux images le concernant en adressant une demande motivée au délégué à la protection des données de l'ADEA (dpo@adea-formation.com)

Aucune utilisation des images à d'autres fins n'est autorisée.

Article 10 : Assurances/responsabilités

La responsabilité de l'ADEA ne peut pas être engagée pour tous les faits survenant au cours d'activités non organisées par l'établissement ou qui se dérouleraient dans des conditions non conformes à celles fixées par la direction.

Le non-respect des règles de circulation, de stationnement à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement, entraîne, en cas d'accident, l'entière responsabilité du stagiaire impliqué.

Un exemplaire du présent règlement est transmis à chaque stagiaire accompagné d'une annexe pour les formations d'une durée supérieure à 500 heures.